



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1992/3
22 août 1991

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-huitième session
Point 12 a) de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME A CHYPRE

Note verbale datée du 22 juillet 1991 adressée au Centre
pour les droits de l'homme par la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

La Mission permanente de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse présente ses compliments au secrétariat de la Commission des droits de l'homme (Centre pour les droits de l'homme) et a l'honneur de communiquer ci-jointe une note d'information établie par les autorités de la République turque de Chypre-Nord en réponse aux allégations chypriotes grecques contenues dans le document E/CN.4/1991/84.

La Mission permanente serait reconnaissante au Centre de bien vouloir faire distribuer la présente note et le texte qui suit comme document de la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, au titre du point 12 a) de l'ordre du jour.

NOTE RELATIVE A LA NOTE CHYPRIOTE GRECQUE DISTRIBUEE LE 7 MARS 1991
SOUS LA COTE E/CN.4/1991/84 EN TANT QUE DOCUMENT DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME, NOTE OU SONT NIEES LES ACTIVITES HOSTILES
ET LES ATROCITES COMMISES A L'ENCONTRE DU PEUPLE CHYPRIOTE TURC
ET DEFORMES LES FAITS FONDAMENTAUX CONCERNANT CHYPRE

Introduction

1. La présente note n'a pas pour objectif de montrer comment la question de Chypre a commencé en 1963 lorsque les Chypriotes grecs attaquèrent le cofondateur chypriote turc de la "République de Chypre bicommunautaire" afin de réaliser l'Enosis ni de démontrer que, ayant échoué, la partie chypriote grecque poursuit maintenant l'accroissement de sa puissance militaire et pratique une politique hostile à l'égard du peuple chypriote turc en vue de gêner son commerce et ses communications avec le reste du monde et de l'isoler dans les domaines politique, économique et commercial ainsi que dans celui du tourisme et des sports; ni encore que, menant ces hostilités, la partie chypriote grecque piétine tous les droits de l'homme du peuple chypriote turc. Ces faits sont de notoriété publique et reconnus.
2. La présente note tend toutefois à dissiper l'écran de fumée sur la question de Chypre créé par l'administration chypriote grecque et, en mettant en lumière les visées de longue date des Chypriotes grecs concernant Chypre, à indiquer la raison pour laquelle, dans sa vingt-huitième année, la question de Chypre n'est toujours pas réglée. Même si la machine de propagande chypriote grecque excelle à masquer la réalité, les faits se rapportant à Chypre parlent d'eux-mêmes. On ne peut pas nier, comme le font les Chypriotes grecs, que le peuple chypriote turc libéré en 1974, grâce à l'intervention légitime de la Turquie, des violations directes des droits de l'homme perpétrées contre lui par la partie chypriote grecque au nom de l'Enosis reste privé par l'administration chypriote grecque de la pleine jouissance de ses droits et de ses libertés par rapport au reste du monde. Autrement dit, les Chypriotes grecs, privés en 1974 de la possibilité d'opprimer le peuple chypriote turc à Chypre, s'efforcent depuis lors de l'isoler du reste du monde.
- I. Déni par le représentant chypriote grec, dans le document E/CN.4/1991/84, du fait que la "République de Chypre", association bicommunautaire, a été détruite par l'aile chypriote grecque
3. Tous ceux qui connaissent bien la Constitution chypriote de 1960 savent que celle-ci stipulait l'égalité politique et l'association administrative entre Chypriotes turcs et Chypriotes grecs, et qu'elle les définissait comme les deux cofondateurs de la "République de Chypre". Les accords de 1960 avaient donc créé un Etat en association et non pas une nation chypriote, comme l'archevêque Makarios l'a déclaré plusieurs fois. C'est cette association que Makarios a décidé et projeté de détruire, l'Enosis ayant été bannie dans l'intérêt d'une indépendance binationale permanente.
4. Chacun sait aussi que l'attaque des Chypriotes grecs en 1963 contre l'aile chypriote turque de cette république bicommunautaire, qui a amené l'expulsion du gouvernement des Chypriotes turcs, a mis fin à la légitimité de la "République de Chypre" émanant de son caractère bicommunautaire.

Cela a donné pour résultat un régime chypriote exclusivement grec se présentant comme le "Gouvernement de la République de Chypre". Makarios nous a alors dénié tous les droits que nous conférait la Constitution; il a déclaré que les accords et la Constitution chypriote étaient morts et enterrés; il a ensuite offert aux Chypriotes turcs des droits minoritaires. Il est certes intéressant de rappeler que l'archevêque Makarios, à son retour dans l'île peu après la signature des accords de Londres et de Zurich, qui ont donné naissance à la "République de Chypre", a dit officiellement que ces accords n'étaient qu'une étape vers l'Enosis; il l'a répété dans tous ses discours publics en se référant à l'"objectif national" ou à l'"aspiration nationale" par laquelle il entendait l'Enosis. Cette annonce de Makarios était en fait un message irrédentiste visant à détruire la "République de Chypre". Et lorsque cette République a été détruite en 1963, Makarios est arrivé à persuader le Conseil de sécurité que la République chypriote grecque ainsi créée était la "République de Chypre" légitime. Préoccupé par le caractère sanglant et urgent des événements à Chypre en raison des attaques des Chypriotes grecs contre le peuple chypriote turc sans défense, et pressé d'envoyer une force des Nations Unies à Chypre pour empêcher un bain de sang, le Conseil de sécurité adoptait hâtivement, en mars 1964, la résolution 186 (1964) autorisant le déploiement d'une force de maintien de la paix des Nations Unies dans la "République de Chypre", laquelle n'avait d'existence ni légale ni morale. Pendant 25 ans, cette résolution a été la base des autres résolutions relatives à Chypre, aggravant ainsi le préjudice initialement infligé au peuple chypriote turc.

A. Le représentant chypriote grec nie que les Chypriotes turcs aient été expulsés du "gouvernement" et de la "Chambre des représentants"

5. Malgré les preuves fournies et les rapports du Secrétaire général des Nations Unies de l'époque, confirmant sans équivoque l'expulsion de tous les Chypriotes turcs de la Chambre des représentants et de leurs postes au gouvernement, le représentant chypriote grec, qui cherchait à dissimuler les violations flagrantes des droits de l'homme et des droits constitutionnels du peuple chypriote turc, a prétendu qu'ils s'étaient retirés du gouvernement suivant les instructions de la Turquie. Ceci est absurde et sans fondement.

6. Les rapports pertinents adressés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général des Nations Unies de l'époque montrent à l'évidence que les Chypriotes turcs ne se sont pas retirés mais qu'ils ont été expulsés à la fois de la Chambre des représentants et du gouvernement.

B. Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au sujet de la "Chambre des représentants"

7. Le rapport du 29 juillet 1965 du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, publié sous la cote S/6569, dit au paragraphe 7 : "Les membres chypriotes turcs ont demandé à la Force des Nations Unies à Chypre de prêter ses bons offices pour les mettre en mesure d'obtenir des renseignements sur l'horaire des réunions de la Chambre et de prendre les dispositions nécessaires pour que les membres chypriotes turcs de la Chambre puissent assister en toute sécurité à ces réunions. Ils ont précisé que s'ils y étaient officiellement invités et si les questions à examiner

leur étaient notifiées, comme l'exige la Constitution, ils seraient prêts à siéger au Parlement sur toutes les questions et non seulement sur les deux projets de loi actuellement à l'étude."

8. Le paragraphe 9 dit : "... M. Clerides a déclaré qu'il estimait inutile de communiquer aux membres chypriotes turcs des exemplaires des projets de loi à l'étude, à moins qu'ils n'acceptent les conditions qu'il avait posées".

9. Ci-après figure un extrait du paragraphe 11 selon lequel :
"... Il [M. Clerides, alors président de la Chambre] a bien précisé qu'à moins qu'un accord n'intervienne à leur égard, il ne permettrait pas que les membres chypriotes turcs siègent à la Chambre ... Il a ensuite indiqué qu'à son avis les membres chypriotes turcs n'avaient plus de statut juridique à la Chambre". Il est ironique que la question pour laquelle on essayait d'obtenir l'"accord" des Chypriotes turcs était l'abandon sans conditions de leurs droits constitutionnels à la Chambre concernant les majorités séparées.

C. Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
concernant le retour à leurs postes des fonctionnaires
chypriotes turcs

10. Au paragraphe 108, le rapport S/5950, en date du 10 septembre 1964, dit : "... la Force ..., à plusieurs occasions, en a saisi le Gouvernement chypriote" [chypriote grec]. "Toutes les négociations relatives à la réintégration éventuelle des fonctionnaires chypriotes turcs de Nicosie et au versement de leurs émoluments depuis janvier 1964 ont échoué jusqu'à présent, car le gouvernement [chypriote grec] y voit une question d'une haute importance politique, étroitement liée au règlement final de la question chypriote".

11. Ces rapports montrent à l'évidence, même au représentant chypriote grec, que les Chypriotes turcs ont été expulsés du "gouvernement" et de la "Chambre".

D. Participation provisoire de certains juges chypriotes turcs
aux séances de certains tribunaux

12. Le récit d'un des principaux juges chypriotes turcs concernés jettera de la lumière sur cette question et empêchera le représentant chypriote grec d'utiliser cette question comme moyen de propagande contre le peuple chypriote turc.

Selon le juge en question, les juges chypriotes turcs ont assisté aux séances des tribunaux jusqu'au 2 juin 1966 grâce aux efforts et à la neutralité de celui qui présidait à l'époque la Haute Cour, M. Wilson, étant entendu que les dispositions de la Constitution seraient rétablies et dans l'espoir de prévenir la discrimination contre la communauté turque. Mais, à [leur] regret, durant les deux années où les juges turcs ont assisté aux séances des tribunaux, non seulement les dispositions de la Constitution n'ont pas été rétablies mais la loi inconstitutionnelle mentionnée ci-dessus a été utilisée pour persécuter les membres de la communauté turque. Les tribunaux sont devenus secrets et arbitraires. Des citoyens turcs ont été arrêtés, traduits en justice, faussement accusés, par exemple, de préparer des opérations belliqueuses,

se sont vu refuser la mise en liberté sous caution et sont restés en garde à vue pendant de longues périodes, sans procès. Des citoyens turcs ont été condamnés à payer de lourdes amendes pour avoir transporté d'un village à un autre des lettres parfaitement innocentes. De nombreux exemples de ce genre pourraient être donnés. Toutes ces affaires ont été portées devant des juges grecs en violation de la Constitution, alors que des juges turcs étaient disponibles. En revanche les Grecs qui avaient attaqué, voire assassiné des Turcs n'ont pas été traduits en justice. Ceux qui l'ont été pour des accusations mineures sont restés impunis ou ont été traités avec beaucoup de clémence sous prétexte qu'ils étaient membres des forces "légales" de l'Etat.

En tant que juges, ils n'oublieront jamais la journée du 2 juin 1966 où ils ont été arrêtés à un barrage près des tribunaux. On a empêché certains de se rendre aux tribunaux et l'un d'eux, qui avait réussi à passer, a été chassé de son bureau sous la menace d'un pistolet et ramené au poste de contrôle.

E. Révélation récentes des intentions des Chypriotes grecs
concernant Chypre

13. Tout récemment dans son livre Cyprus: My Deposition (vol. III), Clerides a expliqué comment la base de la "République de Chypre" avait été détruite par la partie chypriote grecque. Il révèle que durant les négociations intercommunautaires qui ont suivi le premier coup d'Etat de 1963 perpétré par les Chypriotes grecs contre la "République de Chypre", Makarios, estimant qu'il était possible d'enlever aux Chypriotes turcs leur statut d'associés et leur égalité politique ne l'a pas autorisé, en sa qualité d'interlocuteur chypriote grec, à résoudre le problème sur la base d'une nouvelle association. A ce sujet, Clerides reconnaît dans son livre que, par le terme Etat unitaire, les Chypriotes grecs entendaient le contrôle par la majorité chypriote grecque de tous les organes de l'Etat dans lesquels toutes les décisions étaient prises pour le gouvernement de l'île, qu'en d'autres termes, l'objectif de la majorité chypriote grecque était de prendre et de garder le contrôle économique de l'île (p. 276).

14. Clerides explique en outre dans son ouvrage que les Chypriotes grecs ont détruit les bases d'existence de la République et cherché, par la force des armes, à réduire le statut politique des Chypriotes turcs à celui d'une minorité dans une Chypre grecque. D'après Clerides, cette politique n'a pas abouti parce que la partie turque ... n'a pas cédé sur la question de l'acceptation d'un statut minoritaire (p. 237).

15. En outre, Clerides révèle que, tout comme les Chypriotes grecs voulaient que Chypre soit un Etat chypriote grec avec une minorité chypriote turque protégée, les Turcs voulaient contrecarrer un tel effort et maintenir le concept de l'association (p. 105).

16. Ces révélations de Clerides, longtemps président de la Chambre des représentants chypriotes grecs et actuel dirigeant du DISI, principal parti politique dans le sud qui a recueilli les suffrages de plus d'un tiers de l'électorat, prouvent à suffisance que l'association bicommunautaire de la "République de Chypre" n'avait aucune chance de durer puisque les Chypriotes grecs n'avaient pas l'intention de la laisser survivre.

Ils avaient d'autres motifs incompatibles avec un Etat en association. En revanche, la partie chypriote turque a fait tous les sacrifices nécessaires pour arriver à un règlement viable. Clerides écrit à ce sujet que la partie turque accepterait de renoncer à une partie des droits constitutionnels qui lui avaient été conférés par les Accords de Zurich (p. 126).

17. Makarios est mort en 1977 et, dans son testament politique à son successeur, il exhortait M. Kyprianou à ne pas faire marche arrière par rapport au point où en était arrivée Chypre qui était, de l'avis de Makarios, le point le plus proche de l'Enosis. M. Vassiliou est entré en fonctions en 1988 et s'est engagé par écrit vis-à-vis du parti politique qui l'appuyait, l'Akel, à ne pas s'écarter de la ligne nationale.

II. Le représentant chypriote grec nie les atrocités commises contre le peuple chypriote turc

18. Le représentant chypriote grec ne doit surtout pas oublier le plan Akritas élaboré en 1963 par les dirigeants chypriotes grecs, en collaboration avec des officiers grecs. Ce plan était d'exterminer la population chypriote turque, qui gênait la réalisation de l'Enosis, et prévoyait d'accomplir cette mission en un jour ou deux, avant qu'une intervention extérieure ne soit possible, probable ou justifiable. Et cela ne reviendrait pas à détruire l'association bicommunautaire de la "République de Chypre" et à refuser au peuple chypriote turc le droit à la vie ! Le plan Akritas n'a toutefois pas atteint son but en si peu de temps, et cela à cause de la résistance des Chypriotes turcs. Le peuple chypriote turc a cependant payé un très lourd tribut en vies humaines et subi d'immenses dommages matériels durant cette période. Le représentant chypriote grec serait mieux avisé de chercher à passer sous silence le préjudice porté au peuple chypriote turc que de nier en bloc les atrocités que les Chypriotes grecs ont commises contre lui. Ce déni équivaut à rejeter les rapports des secrétaires généraux successifs de l'Organisation des Nations Unies. Il ne nous paraît pas nécessaire de nous y référer puisque les atrocités grecques sont de notoriété publique.

19. Il est hypocrite de nier que dans les quelques mois qui ont suivi l'attaque des Chypriotes grecs le 21 décembre 1963, jour appelé par les analystes politiques "Noël sanglant", les droits de l'homme du peuple chypriote turc ont été violés à une échelle sans précédent : des hommes, des femmes et des enfants chypriotes turcs ont été torturés, abattus, massacrés et obligés de fuir de leurs maisons et de leurs villages vers des villages ou des zones chypriotes turcs plus sûrs. Les enclaves dans lesquelles la population chypriote turque a été réduite à vivre ne représentaient que 3 % du territoire de l'île. Les biens que les 30 000 réfugiés, qui représentaient un quart de la population chypriote turque, ont laissés derrière eux dans ces 103 villages ont été anéantis par les Chypriotes grecs. Les maisons, les objets de ménage, les magasins, les vergers et les fermes appartenant aux Chypriotes turcs ont été pillés et détruits par des hommes armés de l'EOKA (Organisation terroriste chypriote grecque, partisane de l'Enosis).

20. L'étendue des violations des droits constitutionnels du peuple chypriote turc durant cette période est mentionnée à la section I de la présente note.

III. Restrictions concernant les services postaux fournis au peuple chypriote turc

21. Le représentant chypriote grec prétend que le peuple chypriote turc ne se voit pas refuser les services postaux par les Chypriotes grecs depuis 1963 et fait porter son argument sur la notion de l'"illégalité" des services postaux établis par les Chypriotes turcs, qui en avaient le plus grand besoin et qui exerçaient ainsi un de leurs droits de l'homme fondamentaux : le droit de communiquer. Dans le cadre de l'oppression du peuple chypriote turc et pour créer les conditions nécessaires à l'Enosis, les Chypriotes grecs ont, à partir de 1964, placé le peuple chypriote turc en état de siège le privant, entre autres, de tous les moyens de communication postale avec le monde extérieur. C'est ce que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a relaté à l'époque au Conseil de sécurité : "Depuis le 25 avril 1964, le gouvernement n'a expédié vers le secteur chypriote turc de Nicosie aucun courrier ni colis en provenance de l'étranger ou de Chypre" (S/5950, de septembre 1964). A la fin de 1966, il n'y avait toujours pas d'amélioration et, dans son rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général faisait observer : "Dans le secteur turc de Nicosie et à Lefka, quelque 65 000 personnes n'avaient plus de services postaux depuis décembre 1963" (S/7611, du 8 décembre 1966).

22. L'embargo postal s'est poursuivi après 1974, mais cette fois le Département des postes chypriote turc a commencé à acheminer le courrier international par Mersin, ville côtière du sud de la Turquie, afin de tourner cet embargo. La déclaration par le représentant chypriote grec selon laquelle "comme la partie turque a restreint la liberté de circulation, le courrier a été, et est toujours, envoyé aux Chypriotes turcs" ne correspond pas à la réalité.

IV. Refus de la liberté de circulation au peuple chypriote turc

23. C'est un fait qu'après 1963 le peuple chypriote turc a été forcé de vivre dans de petites enclaves isolées, éparpillées dans l'île, encerclées par des forces chypriotes grecques hostiles. Les rapports du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la liberté de circulation de ces personnes reflètent aussi des faits. En voici quelques extraits :

a) "49. Les Chypriotes turcs que des raisons économiques obligent à se déplacer entre les villes et certains villages isolés sont soumis à des vérifications et à des fouilles opérées par des policiers chypriotes grecs et craignent pour leur sécurité personnelle." (S/5764, juin 1964);

b) "108. En ce qui concerne les voyages à l'étranger, la situation pour les Chypriotes turcs n'a guère changé pendant la période considérée. Les Chypriotes turcs sont aussi libres de quitter l'île que les Chypriotes grecs, mais il est toujours interdit aux jeunes Chypriotes turcs qui font leurs études en Turquie de rentrer à Chypre ..." (S/8286, décembre 1967).

24. Ces restrictions à la liberté de circulation des Chypriotes turcs se sont poursuivies sous une forme ou une autre jusqu'en 1974. Depuis, les Chypriotes turcs aussi ont joui de la pleine liberté de mouvement dans leur territoire.

Toutefois, l'administration chypriote grecque, comme d'habitude, continue à essayer de restreindre les voyages à l'étranger des Chypriotes turcs par le biais d'un embargo inhumain imposé à Chypre-Nord.

25. Dans le cadre de cet embargo, l'administration chypriote grecque empêche totalement l'entrée dans le sud de tous les ressortissants de pays tiers qui pénètrent dans l'île par les ports du nord, et limite fortement les déplacements de ces ressortissants du sud vers le nord.

V. Note sur les résolutions du Conseil de sécurité utilisées comme critères par la partie chypriote grecque

26. Le rapport chypriote grec se réfère abondamment aux résolutions sur Chypre que le Conseil de sécurité a adoptées en l'absence d'une des parties au différend chypriote, sans avoir entendu ce que la partie absente avait à dire. Toutefois, avec sa dernière résolution sur Chypre, le Conseil de sécurité a corrigé, bien que tardivement, le mal fait au peuple chypriote turc. Avec cette dernière résolution, le Conseil de sécurité a adopté la perspective correcte concernant le statut de chaque partie et sa relation avec l'autre et a également précisé les bases des entretiens intercommunautaires à Chypre. C'est la raison pour laquelle la partie chypriote grecque a essayé de s'y dérober par le biais d'une série d'actions négatives entreprises tant à Chypre qu'à l'étranger.

27. Faire "une campagne de tromperie sans merci", voilà ce que recherche la partie chypriote grecque; pour les propagandistes chypriotes grecs, les instances internationales, surtout celles qui se spécialisent dans la défense des droits de l'homme, sont des lieux où, en l'absence de tout représentant chypriote turc, elle dénature et exploite cette question à des fins politiques, passant sous silence la période antérieure à 1974 et déformant grossièrement la période postérieure.

VI. Les idées du représentant chypriote grec sur le "déplacement de personnes" et la "confiscation de maisons et de biens"

28. Le représentant chypriote grec se réfère au refus d'autoriser les "réfugiés chypriotes grecs ... à retourner chez eux dans la zone actuellement occupée". Qu'il n'y a pas d'"occupation" à Chypre-Nord a été expliqué de très nombreuses fois et ce fait est maintenant admis. Pour aider le représentant chypriote grec à évaluer la situation dans le contexte approprié, il faut souligner que le processus de négociation à Chypre, sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, n'a pas lieu parce que, comme le prétend le rapport chypriote grec, il y a "occupation" à Chypre, mais afin d'établir une nouvelle association entre les peuples chypriote turc et chypriote grec.

29. Il est ironique que le représentant chypriote grec ignore l'accord de 1975 sur l'échange de populations entre les deux communautés mis en oeuvre avec l'aide de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, qui complète et officialise le regroupement des deux peuples de l'île, chacun dans sa zone respective, l'entière population chypriote turque enclavée dans le sud de l'île s'installant dans la partie nord de Chypre, tandis que les Chypriotes grecs s'installeraient dans le sud; il oublie aussi l'accord

de haut niveau conclu en 1977 entre les dirigeants des deux peuples acceptant officiellement la formule ci-dessus et préparant ainsi la voie à une solution bizonale de la question de Chypre; au lieu de cela il insiste sur le retour, dans leurs maisons, de tous les Chypriotes grecs déplacés, suggestion qui n'a jamais été faite par la partie chypriote grecque lors des négociations.

VII. Les idées du représentant chypriote grec relatives aux "colons turcs"

30. La préoccupation des Chypriotes grecs en ce qui concerne les travailleurs turcs de Chypre-Nord, qualifiés par les Chypriotes grecs de "colons", tient à ce qu'ils sont à tort convaincus que la souveraineté de leur "République chypriote grecque" s'étend à Chypre-Nord; d'où leur allégation selon laquelle la structure démographique de Chypre-Nord se voit modifiée.

31. Voyons de quelle manière les Chypriotes grecs déforment comme bon leur semble les données démographiques concernant le sud. Selon les chiffres communiqués en 1986 à la Banque mondiale par les Chypriotes grecs, Chypre comptait en tout 665 000 habitants, le taux d'accroissement ayant été de 0,7 % entre 1975 et 1984. Dans le rapport du FMI publié sous la cote SM/89/1659, en date du 9 août 1989, la population totale de Chypre était cette année-là de 679 000 habitants.

32. Or, le résumé statistique ("Statistical Abstract") des Chypriotes grecs pour les années 1987 et 1988 fait état d'une communauté chypriote grecque de 559 000 personnes, le taux d'accroissement ayant été de 0,9 % et 1 %, respectivement. Ceci est de toute évidence incompatible avec la faiblesse et le recul du taux d'accroissement de la population chypriote grecque.

33. On observe une autre incohérence dans le taux de croissance de l'électorat chypriote grec : entre les années 1981 et 1988, il est question d'une progression de 2,4 %. Il est impossible d'expliquer ce chiffre ou de le concilier avec les taux d'accroissement mentionnés ci-dessus.

34. Dans un rapport publié par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (AS/PR(41)19), en date du 9 novembre 1989, le nombre de Libanais vivant à Chypre-Sud est de 30 000, sur la base de l'information provenant de "sources proches d'organisations humanitaires".

35. Dans le résumé statistique chypriote grec (1987-1988), le nombre d'"immigrants à court terme et à long terme" à Chypre-Sud est de 10 156, ce qui ne correspond pas au chiffre exact des travailleurs étrangers dans le sud.

36. Les chiffres ci-dessus montrent clairement que les Chypriotes grecs peuvent déformer les chiffres démographiques pour les besoins de leur cause. Il est, en revanche, incompréhensible qu'ils fassent le battage auquel ils se livrent s'agissant de la population de Chypre-Nord.

VIII. Varosha

37. Les vues exprimées dans le rapport chypriote grec sur Varosha se fondent à nouveau sur une erreur de jugement de la part des Chypriotes grecs concernant le statut de cette ville située dans le territoire de la République turque de Chypre-Nord. Cette ville ne relève pas de la juridiction de l'administration chypriote grecque de Chypre-Sud.

IX. Disparition de personnes

38. On reconnaît maintenant que la rhétorique chypriote grecque à cet égard ne sert qu'à exploiter cette question humanitaire et qu'elle n'a d'autre but que de rendre plus aiguë l'angoisse des familles des personnes disparues. Sur les 1 619 Chypriotes grecs disparus depuis 1974, près de 1 000 étaient, de l'aveu des Chypriotes grecs, des soldats tués au combat; durant les événements de 1974, la partie chypriote grecque a refusé d'identifier et d'enterrer près de 200 Chypriotes grecs tués au combat. (M. Lellos Demetriades, qui était à l'époque maire du secteur chypriote grec de Nicosie, a refusé de les accepter;) bon nombre d'entre eux étaient des victimes du coup d'Etat de Sampson intervenu entre le 15 et le 20 juillet 1974 et qui, de l'aveu de l'archevêque Makarios, avait causé des pertes en vies humaines ainsi que des dommages matériels considérables. La partie chypriote turque a des raisons de croire que la liste des 1 619 personnes comprend également les victimes de ce coup d'Etat. Se référant au coup d'Etat de Sampson, l'archevêque Makarios avait officiellement déclaré qu'il y avait quelque 3 000 disparus et qu'il était douteux que plus d'une poignée ait survécu. Selon les renseignements dont il disposait, la plupart de ces personnes avaient été exécutées de sang-froid.

39. Chose beaucoup plus importante, en réponse à une question posée à ce sujet par un journaliste lors d'une conférence organisée à Amsterdam le 14 juillet 1990 par l'Institut néerlandais des affaires étrangères, M. Vassiliou a déclaré que la Turquie disait que ces personnes étaient mortes et qu'il le croyait lui aussi. M. Vassiliou a ainsi implicitement admis que cette question restait agitée pour des raisons politiques et comme source d'angoisse pour les intéressés.

40. Le rapport chypriote grec ne mentionne pas en revanche les 803 Chypriotes turcs disparus, tous civils, entre 1963 et 1974, la plupart enlevés devant témoins, par des policiers chypriotes grecs connus, des soldats ou des hommes de main de l'EOKA. L'EOKA, organisation terroriste visant l'union de Chypre avec la Grèce, a d'abord attaqué les Britanniques durant les années 50 lorsque ceux-ci colonisaient l'île, pour s'attaquer ensuite aux Chypriotes grecs qui, à leurs yeux, étaient un obstacle à l'annexion de Chypre par la Grèce.

X. Patrimoine culturel

41. Voici une autre question exploitée par les Chypriotes grecs. Le peuple chypriote turc n'a jamais volontairement ni systématiquement détruit une partie quelconque du patrimoine hérité des différentes cultures ou religions. On en trouve la preuve dans le rapport (As/cult/AA(41)1 du 2 juillet 1989) établi par le sénateur van der Werff, rapporteur général d'un groupe d'enquête nommé par le Comité de la culture et de l'éducation de l'Assemblée

parlementaire du Conseil de l'Europe qui, du 21 au 28 juin 1989, s'est rendu à Chypre (aussi bien dans le nord que dans le sud). Par contre, la partie chypriote grecque a essayé, consciemment et systématiquement, de détruire le patrimoine musulman turc de l'île, parallèlement à sa tentative, conformément au plan Akritas, d'oblitérer la présence de Chyriotes turcs dans l'île. Plus de 100 mosquées et lieux saints ont été détruits et certains d'entre eux, comme la mosquée située sur la place du 7 mars de Paphos, ont été rasés et transformés en parkings. Les exemples de ce type abondent.

42. Un aspect très important de cette question, en réponse aux allégations selon lesquelles les Chypriotes turcs auraient intentionnellement endommagé et détruit le patrimoine culturel de Chypre, est soulevé par le sénateur van der Werff selon lequel la rareté des ressources financières et techniques et le manque de connaissances spécialisées font qu'il n'est pas possible d'assurer le niveau nécessaire d'entretien et de protection de bon nombre de monuments historiques et architecturaux du nord. Au paragraphe 5.7 de son rapport, il signale que le sud peut faire appel, et ne se prive pas de le faire, à la communauté internationale pour obtenir une assistance financière afin de mener des travaux de restauration (UNESCO, fondation Getty, etc.) et à la collaboration des chercheurs de par le monde. Le nord, pour sa part, n'a pas accès à toutes ces sources d'aide et il est tributaire des fonds et des connaissances spécialisées que lui apporte la Turquie.

43. Le représentant chypriote grec à l'Office des Nations Unies à Genève prétend pourtant dans son rapport que le peuple chypriote turc obtient une part équitable de l'aide financière internationale et des crédits dans tous les domaines par l'entremise du "gouvernement" de Chypre. Ce n'est là qu'une déformation de la vérité. De simples chiffres permettront de dissiper toute confusion à ce sujet. De 1963 à 1973, la partie chypriote grecque a reçu 288 millions de dollars en aide et en crédits; durant la période 1974-1988 ce montant est passé à 2 479 000 000 dollars dont 307,3 millions seulement provenaient de la Grèce; c'est dire que 87,6 % ont été fournis par d'autres pays et par des institutions internationales.

44. S'agissant du peuple chypriote turc, les montants correspondants ont été les suivants : pour la période 1963-1973, 184,1 millions de dollars, dont 178 millions donnés par la Turquie et, pour la période 1974-1988, 546,1 millions de dollars dont 494 millions en provenance de Turquie. En d'autres termes, 90,5 % de ce montant ont été donnés par la Turquie. Ainsi donc, le peuple chypriote turc reçoit-il une part équitable de l'aide et des crédits internationaux ? Je vous laisse juges !

Conclusion

45. Le dirigeant chypriote grec, M. Vassiliou, ne voit pas d'inconvénient à dire que "Chypre est un bastion de la Grèce. Les îles grecques sont nombreuses et Chypre est l'une d'elles". M. Vassiliou a qualifié les Chypriotes turcs d'"hôtes" de Chypre depuis 400 ans. Presque quotidiennement, les dirigeants politiques, militaires et religieux chypriotes grecs soulignent que Chypre est grecque. Etant donné l'animosité séculaire et immuable des Chypriotes grecs envers les Chypriotes turcs associés cofondateurs égaux de la République de 1960, et pour lesquels Chypre, tout comme pour les Chypriotes grecs, est une "patrie commune", ainsi que le Secrétaire général

de l'Organisation des Nations Unies l'a souligné dans son rapport au Conseil de sécurité, le 8 mars 1990, il est certes ironique de prétendre que les Chypriotes grecs veulent un règlement à Chypre sur la base d'une association avec le peuple chypriote turc. Ils ont détruit l'Etat en association de 1960; ils n'ont pas de raison de rétablir une nouvelle association.

46. Et surtout, si la "République" existait, quel serait le sens de la mission de bons offices du Secrétaire général et des négociations ? Certainement pas la greffe, par l'octroi de droits minoritaires, du peuple chypriote turc dans la "République de Chypre" inexistante. L'objectif est d'élaborer une nouvelle constitution et une nouvelle association.

47. Le peuple chypriote turc croit que, pour arriver à un règlement à Chypre, la partie chypriote grecque doit abandonner son attitude hostile à son endroit et la remplacer par une relation positive. Si l'on veut créer dans l'île une atmosphère de confiance, il faut mettre fin aux pratiques improductives telles que l'embargo politique et économique qu'imposent les Chypriotes grecs aux Chypriotes turcs, l'accroissement de la puissance militaire des Chypriotes grecs, l'exploitation des instances internationales aux dépens de la partie chypriote turque et la déformation du caractère véritable du problème.
